

Le président Poutine rappelle les massacres de Soumgait , à lire dans Noyan Tapan

L'Azerbaïdjan attaque l'Arménie pour la Turquie

« Sur décision du gouvernement, la loi martiale et la mobilisation générale sont déclarées dans la République d'Arménie. J'appelle le personnel attaché aux troupes à se présenter à leurs commissariats de circonscription. Pour la patrie, pour la victoire. » L'Arménie est en guerre.

Cette guerre se trouve encore, pour quelques jours, quelques heures peut-être, dans un cadre un peu flou, parce que les combats n'ont pas encore lieu sur le territoire national légal arménien. L'objet du litige est le contrôle du Haut-Karabakh, région historiquement arménienne, qui a fait sécession de l'Azerbaïdjan en 1991. La proportion d'Arméniens qui y réside est d'environ 95 %.

Toujours est-il que l'Azerbaïdjan considère ce territoire est sien, et attaque à chaque décennie pour le reprendre, déclenchant à chaque fois une réaction militaire de la population locale appuyée par l'Arménie. Dimanche, l'Azerbaïdjan a entamé un assaut en règle, prenant par surprise plusieurs localités et une partie des cols. Les soldats arméniens ont mené de violentes contre-attaques, notamment articulées autour de tirs d'artillerie. Depuis le déclenchement de l'attaque, l'Azerbaïdjan a perdu une centaine de chars, et un millier de soldats. Des chiffres relativement élevés, et qui sont révélateurs d'une doctrine opérationnelle manifestement inadaptée de la part des Azéris. Sur les nombreuses images disponibles sur internet, on peut observer des chars T-72 azéris dans des formations tout à fait curieuses, très rapprochés les uns des autres et sans couverture d'infanterie efficace, se faire pulvériser par des missiles antichars individuels de moyenne portée arméniens. Il semble que l'emploi de chars sur des terrains aussi découverts soit désormais un suicide tactique, d'autant que les drones ne coûtent pas grand-chose, la reconnaissance est extrêmement facilitée.

« Le Haut-Karabakh c'est l'Azerbaïdjan, l'Azerbaïdjan c'est la Turquie » scandaient des manifestants turcs à Paris lundi. Difficile de ne pas voir derrière les manœuvres azéris la main de Recep Tayyip Erdogan. Le néo-sultan poursuit son rêve de réunification de l'empire ottoman en 2024, et l'Arménie est un obstacle géographique à son rêve. Dès lors, l'attaque azéris est probablement une attaque en service commandé par Ankara. Pour preuve, des F16 turcs ont violé l'espace aérien arménien, et des drones de reconnaissance turcs sont en permanence en vol sur la frontière sud-ouest de l'Arménie. D'autre part, des « conseillers militaires » turcs sont officiellement en Azerbaïdjan. Conseiller militaire, c'est un nom de code diplomatique depuis la guerre du Vietnam pour signifier déploiement de forces spéciales et don de matériel, bref



appui militaire direct. Le gouvernement turc a, par la voix de son président, assuré Baku de son soutien.

De leur côté, les Arméniens regardent du côté de Moscou. L'Arménie ne pourra pas résister seule éternellement à une offensive conjointe des Turcs et des Azéris. La Russie pourrait bien intervenir pour empêcher la jonction entre Turquie et Azerbaïdjan, laquelle menacerait directement la Géorgie et tout l'équilibre du Caucase, faisant courir le risque d'une nouvelle guerre de Tchétchénie, ce que Moscou veut éviter à tout prix. Mais attention au jeu des alliances : la Turquie fait bel et bien partie de l'OTAN, et si les Russes les attaquent pour défendre Erevan, nos traités nous obligent théoriquement... à défendre les Turcs. Les Iraniens, dont l'attitude est toujours ambiguë, ont monté des troupes par camion pour les repositionner le long de leur frontière commune avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Pour l'instant les Arméniens semblent déterminés et capables tactiquement de repousser les Azéris. Espérons que ce pays chrétien dans un Orient dangereux tienne le choc. Et que l'Occident ne laissera pas son ami seul face au drapeau rouge au croissant de lune. *

Le Président russe sur le conflit

Lors d'une réunion du Club de discussion de Valdai, Vladimir Poutine a déclaré que le conflit du Karabakh avait éclaté non seulement comme un conflit interétatique et une lutte pour le territoire, mais par une confrontation ethnique. « Malheureusement, le fait est que des crimes brutaux contre le peuple arménien ont été commis à Soumgaït [ville azerbaïdjanaise] et ensuite au Haut-Karabakh » a indiqué Poutine en soulignant que cela devrait être pris en compte. Poutine a rappelé que les Ministres des Affaires étrangères arméniens et azerbaïdjanais allaient se rencontrer le 23 octobre à Washington : « J'attends de nos partenaires américains qu'ils agissent de concert avec nous et contribuent au règlement ». Il a déclaré qu'il était en contact étroit avec le Président azerbaïdjanais et le Premier ministre arménien et qu'il leur parlait au téléphone plusieurs fois par jour. Selon lui, les ministres russes des affaires étrangères, de

la Défense et les chefs des services de sécurité sont également en contact permanent avec leurs collègues arméniens et azerbaïdjanais. Selon Poutine, les positions de la Russie et de la Turquie sur la situation dans le Caucase du Sud « ne concordent pas », car la Russie trouve que ces questions litigieuses doivent être réglées non pas par l'usage des armes, mais de manière diplomatique sur la table des négociations. Selon lui, le fait que les négociations ont duré 30 ans et n'ont pas abouti à un résultat, ne signifie pas qu'il faut commencer à tirer. Il a déclaré que la Russie a toujours eu des relations « spéciales » avec l'Arménie, mais aussi avec l'Azerbaïdjan. Selon lui, plus de deux millions d'Arméniens et environ deux millions d'Azerbaïdjanais vivent en Russie et par conséquent, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont des partenaires égaux pour la Russie. Selon Poutine, le nombre de victimes de l'escalade actuelle dans le Haut-Karabakh approche 5 000. Il a souligné que

toutes les parties recherchaient sincèrement le règlement du conflit, mais que la Russie était la plus intéressée. À la question de savoir s'il faut changer le format du groupe de Minsk, Poutine a déclaré « Malheureusement, je n'ai pas la réponse à votre question. Peut-être nous pourrions modifier un peu le format ». Selon Poutine, la Russie ressent « une responsabilité particulière » pour le règlement. Il a estimé qu'il était important que la Russie soit soutenue par les autres membres du groupe de Minsk de l'OSCE.



www.nt.am

l'édition en français



photo : domaine public